

Réseau des Conseils de développement bretons

16 juin 2011 – Brest – Relevé de décisions et enseignements

Etaient présents :

- Cf. liste d'émargement en annxe

Etaient Excusés :

- JM Zeler (CD Pays de Vannes)
- M HOURMAN Mickael (COB)
- R. Jestin (CODESPAR)

ACTUALITES DU RESEAU

▪ Accueil de 2 nouveaux Conseils de développement au sein du réseau : Pays de Lorient et Pays d'Auray

▪ Suite à la rencontre d'avril dernier entre quelques représentants de la coordination régionale et du Conseil régional, la Région avait émis le souhait d'organiser une rencontre régionale entre Conseils de développement, Région et CESER courant juin.

Cette proposition ne s'étant pas concrétisée, la coordination régionale décide d'adresser un courrier d'interpellation au Président de Région dans lequel sera posée la question des freins à la tenue de cette rencontre.

→ Jacques Uguen adresse un projet de courrier par mail aux membres du réseau.

▪ Prochaines rencontres : vendredi 2 septembre à Dinan.

- Les présidents décident de travailler sur l'élaboration d'une « charte », un texte d'engagements fédérateurs de l'ensemble des CD bretons et fondateur du réseau → [Une réunion de préparation à la rencontre du 2/09 est prévu à 9h30 à Rennes \(locaux de Rennes Métropole\)](#)

Les techniciens seront chargés de travailler sur des indicateurs de valorisation des actions des Conseils de développement → [un questionnaire](#)

de préparation de cette rencontre sera adressé par Lucette à chacun cet été de façon à ce qu'il puisse réfléchir à des indicateurs.

Il s'agit globalement de doter le réseau de documents valorisant la place des Conseils de développement (initiale telle qu'indiquée dans la loi Voynet et prise aujourd'hui) dans l'ensemble régional ; documents s'appuyant entre autres sur quelques actions ayant valeur d'exemplarité.

ETAT DES PRATIQUES EVALUATIVES :

- ✓ Cf. résultats du sondage joint en annexe
- ✓ Fiches-action réalisées par les CD ayant une expérience (réalisées ou engagées) disponibles sur google

TEMOIGNAGES :

Témoignages et expériences des Conseils de développement des Pays du COB et Vallons de Vilaine.

⇒ les fiches actions ainsi que les supports de présentation sont disponibles sur la plate-forme google.

Intervention d'Hélène Combe

Apparaissent dans le présent CR, les notes qu'Hélène Combe a utilisé lors de son intervention complétées de différents apports complémentaires issus des échanges avec les CD.

1. Evaluer (les politiques publiques et des activités d'intérêt public/d'intérêt collectif) : pour quoi faire ?

Peu de culture de l'évaluation L'enjeu de l'évaluation aujourd'hui, dans le monde en mutation :

- ≠ Bilan d'activité
- ≠ contrôle

- ≠ Audit (avec le fameux « regard neutre extérieur », qui au mieux est un regard tiers, mais sûrement pas neutre)
- ≠ Démarche qualité et certification (plus technique, moins stratégique)

EVALUER

↳ Pour **piloter**, pour **guider nos choix** (indicare en Latin)

« Passer d'une société du beaucoup d'avoirs pour quelques-uns à une société du bien vivre pour tous, ensemble dans un environnement préservé et partagé » = développement durable au sens littéral (« le dd vise l'harmonie entre les humains, et l'harmonie entre les humains et la nature¹ »).

➔ Enjeux des « nouveaux indicateurs de richesses » (ne pas laisser aux seuls experts, par exemple la commission Stiglitz², la légitimité de définir « ce qui compte vraiment pour nous »).

↳ Pour **changer de regard** (! Que faut-il mesurer, mais surtout avec quelle clef d'entrée et pour quel usage : ex. les nationalités en Seine-Saint Denis, les situations de chômage ➔ versus stigmatisant ou ➔ versus reconnaissance de la richesse pour essayer de trouver d'autres voies. Incompatibilité de la notation extra-financière avec l'esprit même de service public et donc de politiques publiques, ...)

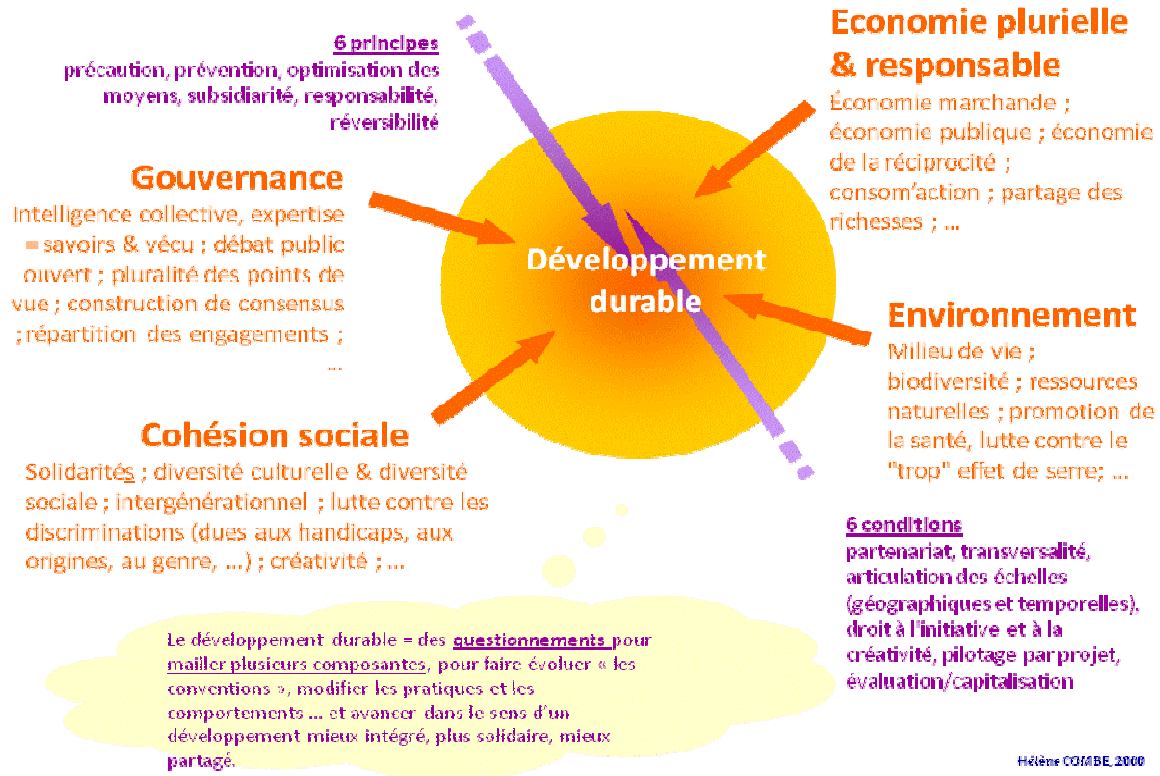
↳ Avec des indicateurs qui nous permettent de nous projeter **dans un monde radicalement transformé** (et pas seulement adaptation au monde tel qu'il est)

DIAPO : les exigences du développement durable

¹ Commission mondiale du développement durable 1988

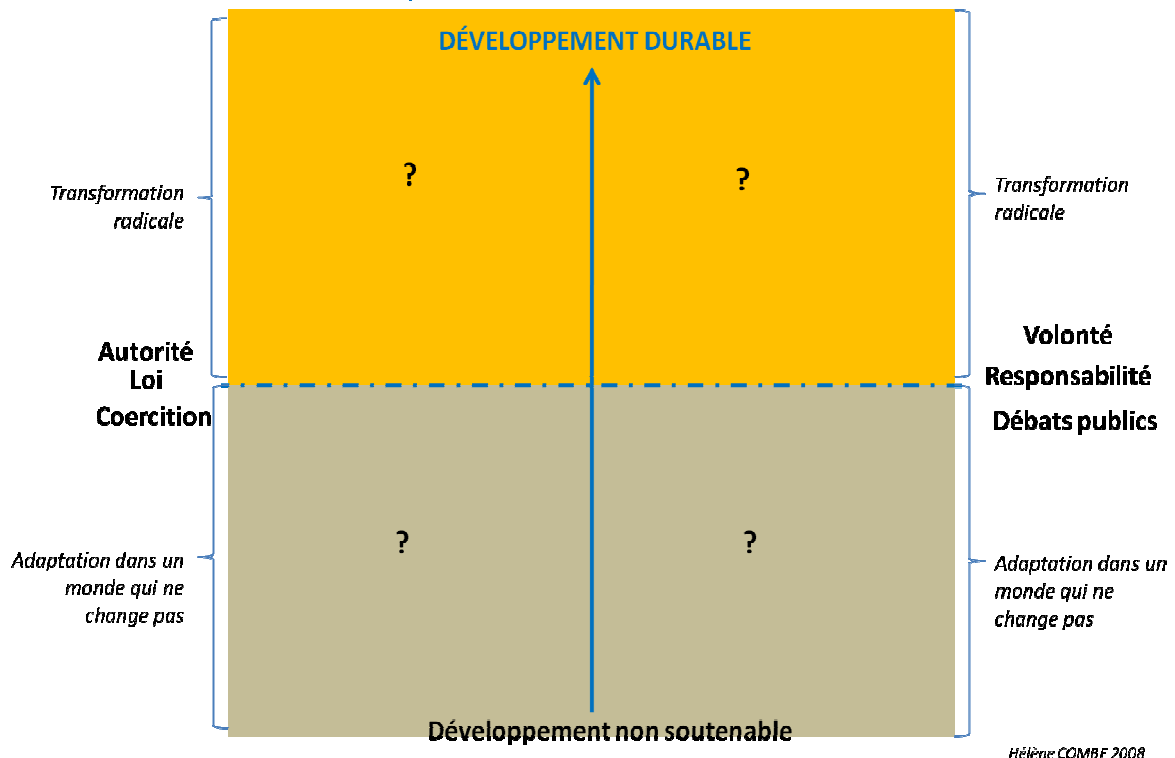
² Commission pour la performance économique et le progrès social, présidée par Joseph STIGLITZ, Prix Nobel d'économie.

Repère 7 – Le développement durable ... en résumé pour l'action



DIAPO adaptation ou transformation

Nouveaux indicateurs de richesses : Que faut-il mesurer ?



➡ Pour évaluer l'évolution de notre action dans le TEMPS

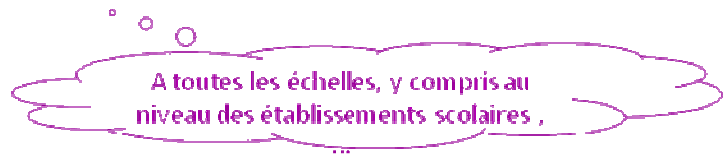
✚ Pour **nous mettre en débat** au sein d'une communauté d'acteurs et de **se mettre en dialogue avec d'autres**

- Pas forcément nécessaire de se comparer aux autres (dérive de la culture du benchmark qui est devenu un outil de concurrence au service du PIB. Idem, par déclinaison, la logique des appels d'offres)
- Trouver les formes de la culture commune, mais pas forcément de l'homogénéisation/de l'uniformisation dangereuse pour garder l'esprit d'innovation.
- Développer les logiques d'**évaluation croisée, même si pas les mêmes indicateurs** : évaluation entre pairs ou entre parties prenantes

2. Des indicateurs : c'est quoi ?

▪ *"... une société ne se définit pas seulement en référence à son système institutionnel, ou à l'ensemble des valeurs qui la distingueraient des autres sociétés. Elle renvoie toujours, en même temps, à un compromis sur le partage des risques et des richesses."*

Pierre ROSENVALLON et Thierry PUECH



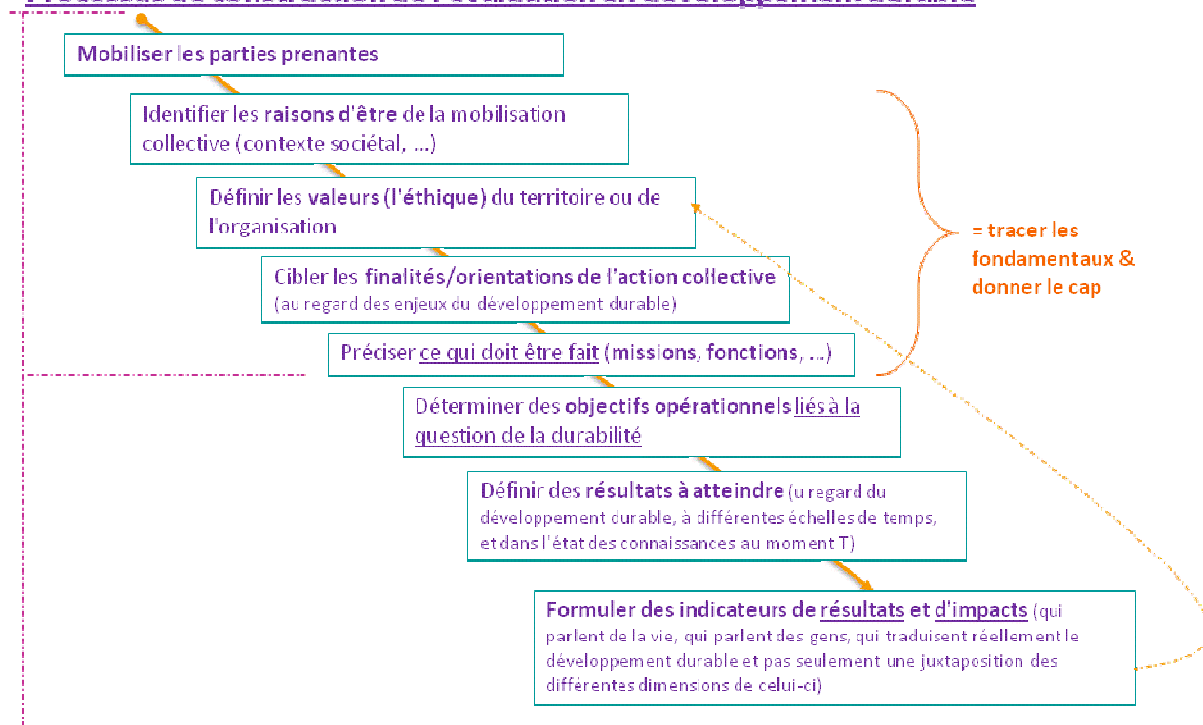
✚ Il n'y a pas d'indicateurs **SANS VISION** (indicateurs = fin d'un processus, et début d'un autre)

On s'interroge avant tout

- sur les raisons d'être d'une organisation ou d'un projet (pourquoi existons-nous ? Pourquoi l'organisation a-t-elle été créée à l'origine ? Est-ce que les raisons d'hier sont toujours valides aujourd'hui ? Quelles évolutions sociétales ?...),
- sur les valeurs qui doivent fonder la mobilisation collective

DIAPO du processus

Processus de construction de l'évaluation en développement durable



↳ Préciser les termes utilisés en évaluation

Indicateur, de quoi parle-t-on ?

Indiquer (de *indicare* en Latin : fournir des renseignements) = qui indique, qui fait connaître

Indicateur = appareil qui sert à guider, à indiquer, à mesurer les évolutions

Synonyme = variable, donnée, mesure

Faux ami = la norme

≠ critère (de *kriterion* en Grec : juger) : caractère, principe qui permet de distinguer une chose d'une autre, d'émettre un jugement, une estimation

Synonymes = standard, jugement, norme

▪ **Objectifs** (opérationnels) - énoncé clair de l'ambition, de la cible visée par la politique publique

▪ **Résultats** = conséquence la plus directement observable d'une intervention

▪ **Indicateur** - un indicateur est une mesure (qualitative, ou chiffrée - quantitative). L'indicateur doit être clair, comparable dans le temps, pertinent (il est compatible avec les valeurs et les objectifs assignés)

↳ Nécessité de « désacraliser » l'évaluation et les indicateurs

(Notre culture de la notation fait craindre les indicateurs.

→ Rappeler à chacun que les instruments de mesure et les indicateurs font partie intégrante de notre vie : température ; nous sommes utilisés chaque jour à travers des indicateurs : des chiffres parlent pour nous ; un indicateur PIB régit nos vies, ...)

→ **Nouveau rapport à l'expertise : croiser les savoirs académiques et savoirs issus de l'expérience et du vécu**

▪ *Deuil à faire de la "toute maîtrise" (technologique, politique, ...) Savoir dire "je ne sais pas" même lorsqu'on est en position d'autorité. Exigence de la collaboration pour l'aide à la décision (intelligence collective)*

▪ Importance de l'**adaptabilité** et des "**capabilités**" des individus et des organisations = nouvelles données dans le rapport aux compétences et aux connaissances

La « capacité » fait référence aux diverses combinaisons (états et actions) qu'une personne ou qu'un groupe peut accomplir, et à partir desquelles elle/il construit du savoir, de la compétence, et elle/il se dote de nouvelles possibilités de choix de vie (Armatya SEN)

↳ EN RESUME

Des indicateurs pour une évaluation **managériale** (qui sert au projet), **pluraliste**, **démocratique**.

→ Veiller à bien comprendre ce que contiennent les indicateurs (contenu, limites, dangers, atouts, ...)



- Somme des échanges monétaires
- Emploi public (administration)
- Travail domestique (bricolage, potager)
- Impôts (- les subventions)

Qui sait que le PIB cumule de façon positive, et de la même façon, les flux financiers de la vente de produits équitables et la vente d'armements ?!

État des lieux – Le PIB



→ Constituants

Somme des échanges monétaires
Emploi public (administration)
Travail domestique (bricolage, potager)
Impôts (– les subventions)

→ Limites



Additionne création et destruction (armement, accidents)
Ignore l'impact sur l'environnement
Ignore une partie des activités humaines (bénévolat, entraide)

→ Les indicateurs dits alternatifs ne suffisent pas toujours

Ex. Empreinte écologique très pédagogique, mais il calcule des grandes masses, donc risque que les résultats bougent peu dans le temps, et ne permettent donc pas de voir si on avance

État des lieux - Indicateurs alternatifs



→ Constituants

Surfaces productives dont nous avons besoin pour répondre à notre consommation (logement, transport, alimentation, gestion déchets)
Calculée en hectare global (Hag)

→ Limites



Ne témoigne pas des atteintes à la biodiversité.
N'intègre l'économie que de façon partielle
Ne tient pas compte des questions sociales ou démocratiques
Implique des approximations dans les calculs (conversion)

3. Des indicateurs : POUR et AVEC QUI ?

↪ L'élaboration des nouveaux indicateurs (de richesses) doit relever d'un **processus démocratique** :

→ Dans un monde complexe et controversé (plusieurs voies possibles),

- Dans l'optique d'une RESPONSABILITE et SOLIDARITE (en solido³) partagées,
- Parce que les indicateurs doivent renvoyer aux contours d'un nouveau PACTE SOCIAL (sociétal)

↪ Enjeu du débat public **entre TOUTES les parties prenantes = projet collectif**

On demande des changements de comportement par tous. Il faut donc que tous soient associés à définir les enjeux que nous souhaitons relever et à évaluer les transformations.

Dans les débats sur les nouveaux indicateurs de richesses :

- Où sont les jeunes (générations émergentes, avant mêmes les générations futures) ?
- Où sont les femmes ?
- Où sont les plus démunis ?

Les Chantiers-école ont des illustrations à donner, des témoignages à faire !

POUR DE NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSES

Différents types d'expériences fondées sur le débat démocratique sont conduites (elles se nourrissent mutuellement) : conférence de consensus NPDC, indicateurs de bien-être du conseil de développement Hénin Beaumont, Mulhouse avec « indicateurs de bien-être et de cohésion sociale »⁴, la région Sarayeku en Equateur, la région Acre au Brésil, « nouveaux indicateurs de richesses » en Pays de la Loire, ...

4. Que faut-il mesurer ?

↪ Ce qui parle de la vie, ce qui peut **nous donner du souffle**

- Oser mesurer ce qui permet de construire

Ex. le nombre de langues parlées sur un territoire

Ex. à l'inverse de l'Indice de santé social (qui parle surtout de ce qui ne va pas)

État des lieux - Indicateurs alternatifs



→ Constituants

- 45 indicateurs portant sur :
- Revenus, travail, emploi
 - Éducation, santé, lien social
 - Logement, justice



→ Limites

Intègre essentiellement des données négatives (mal-être, mal-vivre ensemble, endettement...)

↪ **Ce qui compte le plus, ce que nous voulons laisser en héritage**

- Compter autrement et ne pas tout compter (attention à la monétarisation de tout !

Et si l'unité universelle était le TEMPS ?)

- Quantitatif MAIS oser aussi le QUALITATIF

³ Cf. Riccardo PETRELLA « pour une narration du monde »

⁴ Voir programme européen URBACT

Ex. Bien-être des enfants à la SE44 : investir leur chambre

→ Résister aux attaques : le qualitatif produit du subjectif (qu'est-ce qui est plus subjectif que le PIB !)

→ Etre exigeant : ex. l'espérance de vie ... oui, mais plutôt « espérance de vie en bonne santé »

↪ Ce qui nous permet **d'aller plus loin dans la connaissance**

→ Ex. limites de l'expérience des indicateurs alternatifs en Région. (On apprend de l'IDH2 ce que l'on savait déjà entre le Nord-Pas de Calais et les Pays de la Loire ...)

→ Trouver des indicateurs qui permettent d'avoir une analyse intégrée du développement durable (qui maillent plusieurs dimensions du développement durable) : limite des 15 indicateurs de la stratégie française en développement durable

→ Oser envisager des indicateurs qui n'existent pas encore (beaucoup de ceux que nous observons sont fondés sur les logiques du passé et nous font regarder dans un rétroviseur)

↪ Enjeu de la **lisibilité** des indicateurs

→ Peut-on construire des indicateurs synthétiques, compréhensibles par tous ? Ou faut-il privilégier d'autres formes ?

→ A qui parle le Tecq CO2 des bilans carbone ???

→ Ex. Pour parle de l'accès aux soins : éviter « nombre de médecins spécialistes pour 1.000 habitants » et préférer « délai moyen pour l'obtention d'un RV chez un médecin spécialisé ».

↪ Attention aux certitudes d'aujourd'hui qui ne sont que le reflet de nos connaissances à ce jour

Ex. les matériels électro-ménagers en A+++ ≠ idéal pour la planète et les économies financières de fonctionnement = meilleur appareil que l'industrie est en capacité de produire à ce jour

Mesurer pour **éclairer le chemin**, pour **prendre notre destin en main** (« je suis le maître de mon destin », Invictus cité par Nelson MANDELA), **pour réussir à devenir des « avant-courriers d'un monde meilleur »** (Noberto BOBBIO)

Notions complémentaires

Un projet de territoire et des politiques publiques pas seulement pour le "vivre ensemble", mais aussi sur le "**faire ensemble**".

Cette dimension est particulièrement intéressante à intégrer dans l'action publique, parce qu'elle interroge les politiques et activités, ... proposées ou soutenues sur le fait de savoir si elles favorisent :

→ Le "**collectif**" ? (des situations où l'on côtoie les autres de fait, sans se rencontrer vraiment. Ex. les transports publics)

- le "**mutualisé**" ? (des situations dans lesquelles on partage des lieux ou des moyens, sans obligation de les utiliser au même moment Ex. les cycloos, une laverie de quartier, ...⁵)
- Le "**partagé**" ? (qui implique des situations de liens directs, de discussions, voire de négociations. Ex. le co-voiturage)

Derrière l'exigence de "**valeurs**", prendre en compte dans l'analyse des politiques publiques et dans l'élaboration des décisions de la différence entre :

- **Biens communs** (sans lesquels il n'y a pas de vie humaine et pas de société : la, l'eau, la biodiversité, la terre⁶, l'air, la diversité culturelle et l'éducation), qui nous appartiennent à tous et dont nous sommes collectivement garants
- **Biens publics** (ce qui est à partager pour une harmonie au quotidien : les transports publics, l'espace et les lieux publics, l'énergie, la formation professionnelle, ...)

Cette différenciation permettra d'intégrer la spécificité de la gouvernance à mettre en œuvre dans les différents domaines, et de poser la question du rapport à l'économie.

Ex. Est-il légitime de confier à quelques-uns ce qui relève d'un bien commun (ou que quelques-uns se l'accaparent, fassent des plus-values financières⁷) ?

La question du « rendu compte »

→ Privilégier la notion de « rendre compte » (entre partenaires) à celle de « rendre des comptes » (on devient prestataire)

→ Etre dans l'exigence d'un rendu compte par tous les acteurs en place, y compris les politiques publiques (se réapproprier et pousser plus loin l'article 14 de la déclaration des droits de l'Homme de 1789, relatif au droit de regard des citoyens sur l'usage des deniers publics)

- *Ex. Dans le domaine du maraîchage, les chantiers remplissent leur rôle de contributeurs à l'alimentation des populations locales. Quid de la responsabilité des collectivités d'avoir une véritable politique de l'alimentation territoriale ?*

Démocratie collaborative

Collaborer : agir d'endroits différents avec des intérêts différents voire divergents, se mettre d'accord sur un projet, et prendre chacun sa part d'engagement et d'action.

Le développement durable renvoie à la question de la **responsabilité** (être conscient des actes que l'on pose et de leurs impacts sur soi, sur les autres, sur l'environnement) et de la **solidarité** (au sens littéral « in solido » : en entières). Nous sommes solidaires parce que nous sommes membres d'un tout, et parce qu'il faut que chaque entité aille bien pour que le tout fonctionne⁸).

⁵ L'auto-partage" qui relève de cette dimension porte donc un nom en décalage avec la réalité

⁶ D'où question sur le foncier, sur la préservation des sols y compris dits "privés"

⁷ Si des entreprises lucratives interviennent dans la gestion de ces biens, cette activité doit être SANS LUCRATIVE (tous les bénéfices doivent être reversés à la collectivité – au sens communauté)

⁸ Voir « pour une nouvelle narration du monde » Riccardo PETRELLA

- ➔ Positionner chaque chantier comme un membre d'une communauté d'acteurs territoriaux.
- ➔ Construire des passerelles, mutualiser dans le sens de partager, et pas d'homogénéiser (volet PARTENARIAT de l'évaluation)

Sources d'information complémentaires :

- magazine « Alternatives Economiques » le poche de mars 2011 qui reprend le thème des indicateurs (titre : la richesse autrement)
- Détermination de nouveaux indicateurs de richesses : cf. réflexion engagée sur le site du conseil Régional des pays de la Loire.

Merci à Catherine Laudrin et Gaelle Roche pour la restitution de cette journée.